

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

18

FÉVRIER

1976

N° 114

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Manifestations paysannes SOUTENIR LE MINISTRE ... OU SE BATTRE CONTRE LUI

Hier, mardi ont eu lieu plusieurs manifestations paysannes, à l'appel de la FNSEA et du MODEF. La presse presque unanime, reprenant fidèlement les orientations des dirigeants réactionnaires de la FNSEA, veut nous faire croire, une fois de plus, que le combat des paysans n'a d'autre but que soutenir «leur» ministre, Christian Bonnet, dans le «marathon» qu'il a engagé face aux autres ministres européens, en particulier allemand. Comme à chaque «négociation», on veut nous préparer à

l'échec prévisible, et le rejeter sur l'Allemagne. Diktat allemand ? Difficile à croire, quand on connaît la bonne entente Giscard-Schmidt !

Le ministre, quant à lui, aura fait ce qu'il pouvait, «main dans la main avec les agriculteurs», comme l'écrivait hier le Figaro !

Des heurts violents qui ont opposé hier, dans de nombreuses villes de France, les manifesta-

tions paysannes aux forces de répression du gouvernement, montrent que pour de nombreux paysans, ces manifestations, loin d'être un soutien à Bonnet, réclament directement des comptes aux responsables de la politique agricole française. De plus en plus de paysans pauvres et moyens remettent en cause la politique agricole européenne, de même que les prétendues aides apportées par le gouvernement, pour tenter de calmer leur colère. Et c'est bien cela qui se profile de nouveau, comme cela a été le cas en 74 et 75. Les petits paysans dénoncent ces aides, qui vont principalement renforcer les «gros», et ne changent pas grand chose à leur propre situation: en 74, pour les élevages bovins, les exploitations de 20 bêtes, qui représentent 54% du total, n'avaient reçu que 11% des aides, tandis que celles de plus de 50 bovins (12% des exploitations), recevaient la moitié !

Giscard déclarait : «Le gouvernement continuera de prendre les mesures nécessaires pour éviter que les paysans ne connaissent une amputation injustifiée de leurs revenus» ! mais pour la même année, les chiffres officiels indiquaient une baisse de 12% du pouvoir d'achat des paysans français. Pour 75, l'augmentation à la vente a été de 10%, mais les coûts de production ont monté de

Thermor Cepem



NON AUX CONTRATS A DURÉE LIMITÉE

voir page 4

38% ! Les propositions actuelles de Bruxelles sont dans la même ligne : pour les producteurs de lait, il est prévu une «augmentation» de 0,6%, pendant la période de forte production ! En réalité, ce sera une baisse d'au moins 4% de leurs revenus. Sans compter l'augmentation du matériel agricole, des engrais, de tout ce dont les paysans ont besoin pour produire...

Alors, la bourgeoisie française n'est-elle pas responsable de cette situation dramatique pour les petits paysans ? Qui est responsable du fait que toutes les 3 minutes, un paysan doit mettre la clé sous la porte sinon le gouvernement français, sa politique de pénétration du capitalisme à la campagne, les grosses firmes agro-alimentaires... ?

Bien sûr, les dirigeants de la FNSEA ne risquent pas de s'y attaquer. Des gens comme Bruel, président du syndicat des Ele-

veurs, et... dirigeant de la FNSEA, n'a-t-il pas profité des autorisations gouvernementales d'importer de la viande étrangère, et contribué ainsi à ruiner les petits éleveurs ? Et combien de fois a-t-on vu, récemment, ce syndicat exclure de ses rangs des petits paysans qui osaient lutter contre l'expulsion ordonnée par de gros agrariens ou des firmes alimentaires ? C'est pourquoi, un certain nombre d'organisations paysannes ont refusé de participer à cette journée.

Non, tous les paysans n'ont pas les mêmes intérêts ! Pour les petits paysans acculés à la ruine, pour les paysans moyens tenus à la gorge par les crédits, l'alliance n'est pas avec les gros paysans avec le gouvernement. Pour eux, la seule voie possible, c'est la lutte pour une juste rémunération de leur travail, et dans la solidarité qu'ouvriers et paysans organisent autour de leurs luttes !

Monique CHERAN

Dijon : les CRS contre les manifestants



DERNIERE MINUTE :
Le petit Bertrand aurait été retrouvé mort.

SOMMAIRE

- Agret : victime du SAC p. 3
- Arrestation d'un responsable des attentats anti-algériens p. 3
- Berliet : des questions à débattre p. 4
- Solmer : les femmes soutiennent la grève p. 4
- Enfants : regarder la télé avec les enfants p. 5
- La vie du journal p. 6
- Les tutelles p. 7
- «Étoile Rouge sur la Chine» d'E. Snow, notre feuilleton p. 7
- Nouvelles internationales p. 8

REPORTAGE

La cité Mistral à Grenoble

"QUAND ON CHERCHE DU BOULOT, IL VAUT MIEUX NE PAS DIRE QU'ON EST DE MISTRAL"

La cité MISTRAL à Grenoble, c'est un ghetto. D'un côté, l'autoroute, de l'autre le lycée ; au nord la CCMAE (une usine d'aciés spéciaux), au sud le stade Bachelard, de l'autre côté de l'autoroute.

Prévue pour 4 000 habitants, il y en a plus de 5 000 aujourd'hui. Les travailleurs qui ne peuvent plus payer leur loyer, les HLM les envoient à MISTRAL. Ce qui frappe c'est le nombre d'enfants. Des jeunes passent des mois sans sortir de la cité.

C'est une cité comme beaucoup d'autres en France où la bourgeoisie «s'occupe» des enfants du peuple quand ils ont l'âge de se faire contrôler pour l'assurance de la mobylette, l'âge de se faire arrêter, emprisonner. Elle est incapable de fournir à ces jeunes du travail et des loisirs qui les intéressent. Mais elle les traite de délinquants, de voyous et c'est la valse des provocations policières, des insultes

racistes, des cartes d'identité déchirées au poste, des passages à tabac, des ratissages et autres «opérations coup de poing». Le tout appuyé par une campagne de presse anti jeunes. «*Quand on cherche du boulot, il vaut mieux ne pas dire qu'on est de Mistral*», disent les jeunes du quartier. A Grenoble tout le monde connaît Mistral. Vous aussi peut être, par une émission de télévision fin août dernier après les «incidents du Danube», le café du quartier.

Mais les jeunes ont voulu faire la vérité sur Mistral, dire qu'ils ne sont pas des voyous, dénoncer les véritables responsables des violences, des provocations policières quotidiennes, réaliser l'unité avec «les vieux», c'est-à-dire avec les travailleurs de l'autre génération, unité dans la lutte contre la répression et le chômage.

C'est cette lutte que nous retraçons ici.

C'est avec l'arrivée de flics et de militaires dans la cité, il y a trois ou quatre ans que les histoires ont commencé. Les militaires sont très nombreux dans les trois jours, les flics sont répartis dans les autres HLM. Un soir, il y avait de la musique à la «Maison pour tous» : c'est le seul local pour les jeunes. «Les tours» ont porté plainte pour bruit ; il y a eu une invasion de flics à la maison pour tous. «*On est tous venus aux portes, on s'est mis devant, on ne les a pas laissés entrer. Cela s'est fait comme ça, naturellement. Pourtant, on n'avait pas l'expérience qu'on a maintenant.*»

Des faits comme ça, il n'en

manque pas. Le mépris, l'oppression, la répression. Ce n'était que le début, l'époque des ripostes spontanées.

La manifestation contre la construction d'une bretelle de l'autoroute a été une étape importante dans la vie à Mistral. Déjà que la cité est coincée de trois côtés par l'autoroute et une route à grande circulation ; et il était question d'une bretelle qui couperait la cité !... Il y avait eu du monde à cette manifestation. Des jeunes. Des vieux. Il n'y avait pas eu de différence à cette occasion là. Cela avait fait du bruit dans le quartier. Et jusqu'à présent, la bretelle n'est pas construite...

là, il y avait une centaine de personnes à la maison pour tous et comme pour la manifestation, il y avait des jeunes et des parents. Le journaliste n'a pas pu se justifier ; il a dit devant tout le monde qu'il n'était qu'un journaliste. «*On a compris qu'il n'était qu'un pion, qu'un valet.*» Mais la colère des jeunes était grande. L'idée leur est venue pour rétablir la vérité de faire un

journal eux-mêmes, qu'ils distribueraient dans la cité. C'est comme cela qu'a démarré «l'Uppercut». C'est grâce à l'«Uppercut» que tous les habitants du quartier savent que les jeunes de Mistral ne torturent pas les chats. Ils ont riposté au racisme anti-jeune en s'organisant. Ils ont déjoué sur la cité la campagne de presse.

Le Danube, c'était une provocation

Le 29 août 75, plusieurs cars de flics débarquent au «Danube», le bar de la cité. Matraquages. Une mère de

dent qu'à voir. Bien sûr, il y a ceux qui ne sont informés que par le «Dauphiné» !... Mais tous ceux qui ont vu ce qui s'est passé ont trouvé que c'était dégoûtant. Ils étaient avec nous. Des parents s'étaient approchés du «Danube». Ils ont suivi le car de flics qui emmenait les 5 jeunes. Ils étaient avec les jeunes une trentaine à protester devant l'hôtel de police. Car cette répression, en répandant le racisme anti-jeune cherche à faire admettre par la population la présence plus massive de la police, et réprimer les luttes de la classe ouvrière : «*Quand on fera grève à la CCMAE, les flics viendront contre nous.*»

Les jeunes se sont emparés de ces questions et les ont diffusées à toute la cité par l'intermédiaire de l'«Uppercut». Mais réagir spontanément à chaque coup pouvait-il suffire ? L'idée fut avancée de créer un comité anti-répression. Au départ, tous les jeunes n'y étaient pas favorables. La méfiance de l'organisation. Ils l'ont finalement créée dans le but de faire l'unité du quartier contre la répression.

famille hospitalisée des suites de coups. Cinq jeunes embarqués dans le fourgon, dont trois restent en prison. «*Cette fois, c'est clair que c'était une provocation.*» On voulait les faire passer pour des voyous, monter «les vieux» contre les jeunes. «*Les parents, ils ne deman-*

PAGE RÉALISÉE PAR NOTRE CORRESPONDANT A GRENOBLE



me elles sont. Il y en a qui travaillent et qui pensent à laisser tomber, «à se tirer des boîtes pourries» ; ils ne voudraient pas y passer toute la semaine, ils voudraient avoir du temps pour voir les copains, faire de la musique ; mais d'un autre côté, ils sont obligés de travailler pour aider la famille. Ils voudraient bien trouver un boulot à mi-temps.

«*Nous, dans les boîtes, on est menacé par le chômage. Il faut que le comité se mette avec ceux qui travaillent. Il faut toucher les vieux. Il faut qu'ils viennent aux réunions du comité.*» Il y a une forte volonté de nouer des liens avec les «vieux». «*Eux, ils ont l'expérience dans les boîtes, ils voient bien les problèmes.*» Le comité a fait du porte à porte. Les gens étaient surpris de voir des jeunes du quartier faire cela, et ils discutaient bien. Un homme qui fait partie du «club des vieux» leur a dit, quand ils ont frappé chez lui : «*Moi, je ne suis pas contre les jeunes, au contraire. C'est voulu ça. C'est pour créer de l'animosité entre nous (et il tape ses poings l'un contre l'autre) pour nous diviser.*» On a vu en effet qu'à chaque grand évène-

ment à Mistral, cette division sautait, jeunes et vieux se retrouvaient dans la lutte.

Dans une réunion du comité, quelqu'un a expliqué que, dans la cité, des militaires, des commerçants et même quelques pères de famille avaient le projet de créer une milice armée. «*Il faut casser la gueule aux militaires.*» «*Non, ils n'attendent que ça. Le lendemain la milice serait créée. On n'a pas peur des militaires, nous sommes plus nombreux.*»

Si la milice n'a pas été créée «c'est parce qu'on a été voir ceux qui étaient à l'origine du projet ; on leur a dit que si ils créaient une milice, nous on créerait une milice populaire. Ils ont eu peur d'avoir la cité contre eux, ils ont abandonné.»

Aujourd'hui, le comité de lutte contre la répression et le chômage a deux projets qu'il se prépare à réaliser. Faire une fête dans la cité, où pourraient se rassembler jeunes et «vieux». Et demander à des paysans de venir faire une vente sauvage à la cité, car les jeunes y voient l'occasion de débattre de leurs préoccupations et de celles des paysans.



Campagne de presse...

Mais après, il y a eu une histoire de chats crevés. Et là, un nouveau pas a été franchi : la presse locale prétendait que les jeunes de Mistral torturaient les chats. A la suite de quoi, il y a eu

plusieurs «opérations coup de poing» dans la cité. Les jeunes ont demandé des comptes au journaliste du «Dauphiné Libéré» en le faisant venir à la cité pour l'obliger à s'expliquer. Ce soir

MISTRAL EN CHIFFRES

Sur 9 hectares, 1080 logements dont 1012 HLM. Densité moyenne par logement : 4,1 personnes contre 2,5 sur Grenoble.

- Age des chefs de ménage :
 - 20,5 % ont de 30 à 39 ans.
 - 28,3 % ont de 40 à 49 ans.
 - 22,5 % ont de 50 à 64 ans.

78,7 % des ménages sont employés ou ouvriers.
50 % des habitants ont moins de 21 ans.

EQUIPEMENT

- 1 Centre Social,
- 1 «Maison pour tous» (en thésorie).
- 2 toboggans
- 1 Centre Commercial.

«On est menacé par le chômage»

Au mois de novembre, le comité anti-répression s'est posé la question de la lutte contre le chômage, car on ne peut séparer les deux. «*Si on arrive à lutter contre le chômage, ça donnera confiance aux gars pour le reste, car il y a beaucoup d'autres problèmes à Mistral.*»

Plusieurs idées seront débattues. «*On ne va pas demander du travail, au moins quand on est au chômage, on a le temps de penser, de*

vivre». Mais des jeunes ne sont pas d'accord : «*Ce n'est pas vrai qu'un chômeur peut réfléchir. Un père de famille qui est au chômage, ses gosses ont faim, sa femme en souffre, il veut trouver du travail. Au boulot, oui il peut réfléchir, il discute avec ses copains, il s'organise.*» Mais ils hésitent aussi à se dire chômeurs. Cela veut dire aussi pour eux vouloir travailler à tout prix et accepter les conditions de travail com-

En bref

Les directions syndicales ne veulent pas rester en plan

Après la direction de la CGT qui a suspendu sa participation aux commissions du VII^e Plan, c'est celle de la CFDT qui les quitte : «*Les conditions d'élaboration du plan ont pour fonction principale de camoufler les accords qui se réalisent entre le pouvoir et le patronat sous une apparence de «concertation générale».*»

Il aura fallu six plans, et surtout l'opposition croissante des travailleurs à une telle collaboration pour que les directions syndicales reprennent cette position !

Au restaurant Universitaire le Pariselle à Lille : «c'est de l'esclavage»

Depuis quelques jours, un cinquième du personnel d'entretien et de cuisine est malade, les travailleurs restants sont obligés de faire quand même tout le travail. De plus si en octobre la direction a embauché du personnel payé à l'heure, elle réduit leurs horaires en ce moment, ceci entraîne une augmentation des cadences insupportable

INFORMATIONS GENERALES

36^e JOUR DE GREVE DE LA FAIM POUR AGRET VICTIME DU S.A.C.

Roland Agret poursuit maintenant depuis plus d'un mois, sa grève de la faim à la prison des Baumettes à Marseille. Agret a été condamné le 28 février 1973, par la cour d'Assises, à 15 ans de réclusion criminelle à perpétuité pour complicité d'assassinat. Le 10 novembre 70, le cadavre criblé de balles d'André Borrel, son patron, était retrouvé dans la quarrigue près de Nîmes. Agret employé au garage de Borrel détestait franchement son patron ; il était devenu l'amant de sa maîtresse. L'inculpation fut d'autant plus rapide qu'un certain Santelli accusait Agret de l'avoir payé pour tuer Borrel. Depuis le début, Agret a toujours nié être à l'origine de l'assassinat. Un témoin qui l'accusait est même revenu sur ses déclarations.

Mardi 17 juin 75, Agret gagnait le toit de la prison centrale de Nîmes où il était détenu. Il y resta jusqu'au 19 juin en répétant sans cesse : «Je suis innocent, je veux que mon procès soit révisé !» A Nîmes, un comité de soutien est créé, une manifestation a lieu, mais la justice bourgeoise continue à faire la sourde oreille. Le 15 janvier 1976 Agret décide en désespoir de cause d'entamer une grève de la faim. Depuis son état s'aggrave de jour en jour. Les différentes démarches tentées par son épouse et son avocate n'ont rien donné. Hier encore Lécaneu refusait de recevoir Marie-José Agret au ministère.

LES RÉVÉLATIONS DE BEN DJELLOUL

Courant février, une lettre parvient aux défenseurs d'Agret, signée d'un certain Ben Djelloul. Qui est Ben Djelloul ? Truand notoire, il est accusé de trois meurtres, s'est évadé à plusieurs reprises ; il est condamné à perpétuité et risque la peine de mort : «Je n'ai rien à perdre !» dit-il. D'après son témoignage, Borrel, responsable du SAC pour la région Languedoc-Roussillon trafiquait dans l'immobilier et les stupéfiants. Ben Djelloul engagé dans le SAC travaille sous les ordres d'un certain «commandant Devilles». Rapidement, Devilles s'aperçoit

que Borrel détourne des fonds du SAC pour son propre compte. Il charge un certain Santelli d'exécuter Borrel après que Ben Djelloul ait refusé de le faire.



Lors d'une réunion à Marseille, en présence de responsables des SAC de Marseille et de Lyon, la décision est prise de «charger Agret», «le coupable idéal». Agret est inculpé, «l'erreur judiciaire» un succès.

LE SAC : PEGRE D'ETAT

En 1968, le Service d'Action Civique est chargé d'exécuter les basses œuvres du pouvoir gaulliste. L'histoire du SAC, c'est celle d'une série de meurtres, détournements de fonds, attaques fascistes diverses. A chaque

scandale on épure les truands les plus voyants. En 1974, il y avait nationalement 120 permanents payés qui pouvaient embaucher chacun des hommes de main pour les «coups

discrets». L'argent du reste ne manque pas : du secrétaire général qui gagnerait deux millions anciens par mois, aux délégués départementaux 18 000 francs par mois).

Quand on connaît l'étroitesse des liens entre le pouvoir et sa pègre, on peut supposer l'importance des pressions et des rivalités qui tentent de retarder l'éclatement de la vérité. Roland Agret attend.

Pierre PUJOL

LE QUARTÉ : DERNIERE TROUVAILLE DU P.M.U.

Qu'on se le dise, le quarté, c'est nouveau, idéal et tous les parieurs se réjouissent en attendant de pouvoir pratiquer cette nouvelle formule de pari qui doit débiter le 26 février ! Les parieurs réjouis, c'est Europe 1 qui le disait hier, tandis que Paris Turf poussait un ouf de soulagement en apprenant que c'était pour bientôt. Pourquoi les journalistes se mettent-ils à rechercher les plus belles formules à propos du quarté ? Et tout d'abord, ce quarté qu'est-ce que c'est ?

Au ministère de l'agriculture, le responsable du service des haras nous l'explique : «La philosophie du quarté est la suivante : en fixant le nombre de chevaux à classer à quatre, les combinaisons possibles sont beaucoup plus nombreuses et de ce fait, si les chances de gagner sont moindres, les rapports en seront d'autant plus élevés donc plus attractifs pour le public». Passons sur le règlement qui en découle, il est bien évident qu'en cas de non-partants, les remboursements deviennent plus complexes qu'avec le système du tiercé à trois chevaux), le plus intéressant dans l'affaire, c'est la façon dont le PMU, comme les sociétés de course, et le ministère présentent cette mesure. «Le tiercé, nous disait-on hier, au ministère, est devenu assez peu attractif. Avec un petit nombre de partants et souvent des chevaux de grande classe qui sont connus, il est devenu facile de trouver les

combinaisons gagnantes, cela amène à des rapports moindres qui n'aboutissent qu'au remboursement des enjeux. On ne croit plus à la fortune avec le tiercé...»

Avec le système du quarté, bien sûr, un grand nombre ne verrait pas comme aujourd'hui au mieux ses enjeux remboursés, mais par contre, une minorité (les plus gros parieurs) feraient de gros gains. Et «en toute confidentialité» que ce soit au PMU, dans les sociétés de course et au ministère, on ne cache pas que c'est le système d'avenir, un système qui remplacera bientôt le tiercé à trois chevaux. Le but de l'opération est clair : il s'agit de recréer les tiercés millionnaires et du même coup, l'espoir de pouvoir gagner par les courses des sommes colossales. C'est que cet espoir est bien entamé. A tel point qu'à la direction du PMU, aujourd'hui, on ne cache pas des critiques indignées à propos des augmentations de janvier. «On est en train de perdre des millions, Monsieur, 20% sur 10 milliards tous les dimanches, c'est quelque chose !»

Quotidien du Peuple : Et vous pensez que le quarté va encourager les mises...

PMU : Vous savez, les parieurs sont devenus bien incontrôlables et puis... ce n'est pas la richesse...

Oui, c'est bien le moins qu'on puisse dire !

Claude VILLARD

Arrestation d'un des responsables des attentats anti-algériens.

L'OMBRE DU SDECE DERRIERE LES ASSASSINS

Une opération de police a permis récemment de saisir des documents du mouvement terroriste anti-algérien SOA (Soldats de l'Opposition Algérienne). Une perquisition menée chez un agent immobilier : Rousseau à Brignoles dans le Var a conduit à la découverte de listes de membres du SOA ; ceci confirme les accusations portées par le gouvernement algérien le mois dernier après l'arrestation de cinq poseurs de bombes à Alger.

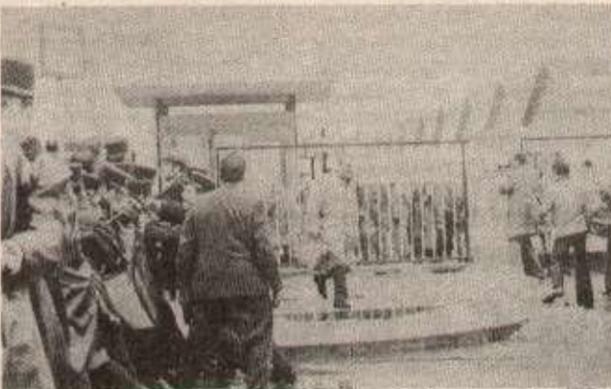
Début janvier, les services de sécurité algériens procédaient à l'arrestation d'une bande de terroristes qui venaient de participer à un attentat à la bombe contre le siège du journal «El Moudjahid». L'interrogatoire des terroristes permettait rapidement d'établir leurs liens avec des organisations françaises d'extrême-droite, en particulier «Justice pieds-noirs», et leur appartenance au SOA (Soldats de l'Opposition Algérienne) composé de débris de l'OAS et de harkis.

DES LIENS AVEC LE SDECE

«El Moudjahid» révélait le 9 janvier qu'un des membres de cette bande était possesseur d'un passeport au nom de Rousseau, agent immobilier à Brignoles, qu'il disait avoir

obtenu du «fils d'un député français». La police française connaissait donc parfaitement l'existence et l'adresse de Rousseau depuis un mois si ce n'est avant. Mais elle n'a pas la même promptitude quand il s'agit d'arrêter un terroriste d'extrême-droite ou un militant syndical. L'arrestation de Rousseau et la saisie des documents qu'il possédait devrait normalement permettre d'en savoir plus sur les activités et les liens du SOA. Mais il serait étonnant que la police française révèle tous les dessous de cette affaire, car cela dévoilerait les liens existant entre les services secrets français : SDECE, l'extrême-droite et les barbouzes UDR ou RI.

On sait déjà que le SOA est



C'était à Peugeot en 1973 : la police protège la sortie des nerfs.

lié au mouvement «Justice pieds-noirs» responsable de plusieurs attentats et d'enlèvements de travailleurs immigrés. Son responsable : Ibanes avait été emprisonné à la suite d'une action de commando, puis relâché alors que l'Algérie avait révélé ses liens avec les poseurs de bombes du SOA. Ibanes avait participé à une réunion avec Rousseau, Claude Pascal, chef du commando d'Alger, Joseph Ortiz, ancien de l'OAS, Rousseau René et le colonel Roger, agent du SDECE (El Moudjahid du 9 janvier).

LES INTÉRÊTS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS EN JEU

Les documents découverts chez Rousseau permettent également d'établir que des collectes de fonds et des liens existaient avec le mouvement fasciste espagnol «Guérilleros du Christ Roi» responsable de plusieurs attentats contre des réfugiés basques en France. Ce qui confirme les révélations de l'Algérie sur un des poseurs de bombes :

Bertin, de son vrai nom Villagran Anderson, lié à la CIA et recherché (?) par la police française pour un attentat contre des réfugiés basques à Bidache et à Bayonne.

C'est la première fois que la police française mène une opération contre un responsable d'actions terroristes contre l'Algérie et les travailleurs immigrés. Jusqu'ici, elle n'a jamais rien entrepris contre les auteurs d'attentats racistes et anti-algériens alors qu'elle sait parfaitement où se recrutent ces assassins. Mais la détérioration des rapports franco-algériens risquerait de coûter cher aux exportations françaises... Aussi l'arrestation de Rousseau est-elle un gage donné au gouvernement algérien. Un gage qui ne coûte pas cher au gouvernement français : Rousseau est grillé et des tueurs, l'impérialisme français en a suffisamment à sa disposition pour en lâcher quelques uns quand il y va de ses intérêts.

Serge LIVET

En bref

Les propositions de Françoise Giroud à Jacques Chirac

Interviewée hier midi par Mourousi à TF 1, Françoise Giroud a reconnu que ça allait très bien entre elle et Chirac. Elle lui a remis, il y a deux jours, sept cahiers intitulés «Projets pour les femmes». D'après elle, ces mesures

Interviewée hier midi, par Mourousi, à TF 1, Françoise Giroud a reconnu que ça allait très bien entre elle et Chirac. Elle lui a remis, il y a deux jours, sept cahiers intitulés «Projets pour les femmes», et proposant «111 réformes en faveur des femmes». D'après elle, ces mesures ouvrent l'ensemble des problèmes des femmes à tous les âges de leur vie. Elle refuse d'en dire plus pour l'instant, tant que Chirac n'aura pas étudié ses propositions. C'est de sa décision que dépend l'application ou non de ces mesures. Giroud pourra toujours dire, si ses propositions ne sont pas retenues, qu'elle n'y est pour rien ou invoquer les impératifs budgétaires...

Les avalanches de la Mongie

Des parents des victimes ont décidé d'engager une action judiciaire, un recours administratif contre la ville de Bagnères qui gère les pistes de la Mongie sera certainement engagé. En effet, un bulletin du Centre Régional Météorologique de Toulouse était parvenu à la station, la journée précédant la catastrophe, indiquant : «Une situation propice, des coulées de neiges assez sérieuses dans tous les secteurs».

Comme nous le disions hier, peut-on incriminer la «fatalité», la «montagne imprévisible», alors que l'on sait pertinemment que d'importants risques d'avalanches existent et qu'on laisse pourtant des pistes ouvertes ?

Les crimes du SOA

- Attentat contre le consulat général d'Algérie à Marseille le 14 décembre 1973. Bilan : 4 morts, 23 blessés.
- Pose de bombes au siège de la représentation d'Air Algérie à Lyon le 3 février 1975.
- Pose de bombes dans les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe de Paris, de Lyon et de Roubaix, le 26 juillet 1975.
- Pose de bombes au siège des ambassades d'Algérie à Bonn, à Rome et à Londres le 18 août 1975.
- Dans la nuit du 3 au 4 novembre 1975, le réseau organise l'attentat à la bombe contre le consulat d'Algérie à Nice.

LUTTES OUVRIERES

Solmer : les femmes manifestent pour soutenir la grève

A l'appel de l'inter-syndicale CGT-CFDT, plusieurs dizaines de femmes sont venues à l'assemblée générale à Solmer, hier mardi 17 février. Trouvant les portes de la Solmer fermées, les femmes et les travailleurs sont passés en manifestation dans l'entrée et ont rejoint le Self N° 2 (où s'est tenue la réunion) et l'Assemblée Générale s'est tenue en plein air. Face à l'intransigeance de la direction qui ne répond toujours pas sur les véritables revendications des travailleurs, la manifestation est partie bloquer les bureaux de la direction. Une délégation de trente femmes a exigé des comptes de la direction par l'intermédiaire de Sylve, le bras droit de Durand-Rival, le PDG de Solmer. N'obtenant rien de Sylve, les femmes ont décidé d'occuper les bureaux de la direction jusqu'à ce qu'elles puissent rencontrer un représentant de Solmer et même (s'il le fallait) un représentant du gouvernement. Elles exigent que la direction négocie sur le cahier de revendications de l'inter-syndicale CGT-CFDT. Les travailleurs ont apporté des plateaux aux femmes qui refusent de quitter les bureaux.

Les femmes ont rédigé une motion avec leurs exigences qui sera diffusée sous forme de tracts : la lutte ainsi se renforce !

Robert RIVIERE

En bref

Mettre un terme aux pratiques frauduleuses des foyers A.D.E.F. !

Une plainte vient d'être déposée au Tribunal de Chartres par le Comité Unitaire Français-Immigrés, par l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France, et l'Association des Marocains en France, contre l'A.D.E.F., cette association qui gère de nombreux foyers où sont «logés» des travailleurs Français et surtout Immigrés.

Les méthodes frauduleuses de gestion de ces foyers A.D.E.F. ont été mises en évidence par l'ancien sous-directeur du foyer de Dreux, M. Lesko, qui a été licencié sans ménagement et expulsé au mois d'août 1975, pour avoir soutenu des revendications de simple hygiène et d'application du règlement intérieur. Les preuves sont nombreuses, que la législation hôtelière est bafouée par les responsables de l'A.D.E.F., et que des détournements importants sont faits au profit de l'encadrement.

Les travailleurs logés dans ces foyers sont sans défense face à un encadrement CFT (anciens militaires) que leur comportement raciste prédispose mal à remplir leurs fonctions et qui en plus se permettent des pratiques financières plus que douteuses comme l'atteste le dossier qui est actuellement entre les mains du juge d'instruction.

L'action en cours vise à :

- rétablir Lesko dans ses droits après son injuste licenciement par la direction de l'A.D.E.F.
- faire toute la lumière sur cette association dirigée par le patronat de la métallurgie et du bâtiment.
- être le point de départ d'une enquête sur tous les foyers A.D.E.F. sur les liaisons des employeurs avec les gérants des foyers, sur le rôle de la CFT dans l'encadrement d'une fraction de la classe ouvrière (Simca, Poissy).
- inviter les travailleurs des foyers A.D.E.F. à s'organiser comme à la SONACOTRA pour exiger des loyers décentes, que leur argent serve à améliorer leur logement et non à enrichir quelques dirigeants prévaricateurs.

Paris, le 11 février 1976

Foyers SONACOTRA en lutte : le soutien se développe !

Tandis que se prépare activement le meeting central «pour la victoire des grévistes de la Sonacotra» (le samedi 21/2 à la Mutualité-Paris), le soutien se développe largement : des vignettes de solidarité sont vendues en nombre important, de multiples interventions ont déjà eu lieu sur divers usines, hôpitaux, quartiers... pour mobiliser dans l'unité, travailleurs français et immigrés, autour des foyers en lutte.

Sur un seul quartier des Ulys (Essonne), une pétition a recueilli une quarantaine de signatures, déclarant qu'«à travers cette lutte, c'est toute la classe ouvrière qui est concernée» car «la dégradation des conditions de vie et de travail est bien une loi de la bourgeoisie à l'heure actuelle qui veut faire payer la crise aux travailleurs». Oui, à bien des égards «les travailleurs des foyers montrent la voie de la lutte».

CEPEM - THERMOR (Orléans)

NON AUX CONTRATS A DURÉE LIMITÉE

La grève de la CEPEM THERMOR entre aujourd'hui dans sa deuxième semaine. Malgré le froid, l'assemblée générale d'hier matin, a été un succès sans précédent. Jamais autant de travailleurs dans l'histoire des luttes de la CEPEM n'avaient participé si massivement à une assemblée générale. La quasi totalité du personnel était présent.

A quelques jours du salon des arts ménagers (le 28 février), qui représente un moment important pour les marchés de la CEPEM, cette lutte devient un moyen de pression importante sur la direction. Les travailleurs le savent bien et cela ne peut que renforcer encore plus leur détermination. L'assemblée générale à l'unanimité, à main levée a donc voté une nouvelle fois la grève. La direction jusqu'ici n'a pas changé d'attitude, c'est le non catégorique à toutes les revendications.

Parmi les revendications, 150 F pour tous, diminution des cadences, 13^e mois, la plus importante pour les grévistes, c'est l'embauche définitive, la suppression des contrats à durée limitée. Depuis quelques années, la Cepem, systématiquement, embauche les travailleurs français et immigrés sous contrats de trois mois ou plus. Cette politique qui consiste à gonfler ou à réduire le personnel suivant la production, permet effectivement à la direction de réduire la masse salariale, d'augmenter ses profits. Mais qui les paye ? «Se retrouver au bout de trois mois au chômage pour les engraisser un peu plus, qui va nourrir mes gosses après !», me dit une femme. Par ce type de contrat, la direction peut se permettre de licencier sans verser aucune indemnité, sélectionner à sa guise ce qu'elle considère comme de «bons ou mauvais éléments». Cette grève est donc la réponse des travailleurs à la politique de crise de la bourgeoisie, les ouvriers n'en veulent plus. «Notre lutte, c'est

avant tout une lutte contre les contrats à durée limitée !»

«FRANÇAIS, IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !»

A la suite de l'Assemblée Générale, banderoles en tête, suivis de la voiture



sono, les 1500 travailleurs et travailleuses de la Cepem se sont rendus à l'usine Saint-Jean (là où se trouve la direction). Aux cris de «Français, immi-

grés, une seule classe ouvrière !», «La Cepem doit payer !», «Vive la lutte des travailleurs de la Cepem !» «Nous voulons, nous aurons satisfaction !», la manifestation pénètre dans la cour de l'usine. Ce ne fut pas une surprise mais aucun de ces messieurs n'a osé pointer son nez !

Ce Comité de Soutien travaillera sur les bases des revendications de la Cepem et sous contrôle des directions syndicales. C'est une nouvelle arme que viennent de se donner les grévistes, une arme de plus pour assurer la victoire. Aujourd'hui, face à la Cepem, au trust CGE (Compagnie Générale d'Électricité), il est nécessaire de se donner tous les moyens pour obtenir satisfaction. Hier matin, les piquets de grève ont été assez faibles, ce qui a permis à une trentaine de non-grévistes de pénétrer dans l'usine. Ce problème a été largement débattu à l'Assemblée Générale d'hier matin et d'hier après-midi. C'est par le renforcement des piquets de grève que nous convainçons les non-grévistes à nous rallier, même s'ils ne sont que trente». Débattre des points faibles avec les

UN SOUTIEN GRANDISSANT

Tout au long de la journée, des délégations des usines d'Orléans et de la région ne cessent d'amener des motions de soutien. C'est Orlane, Rivière-Casalis, Saint-Gobain, Renault, Unelec, etc... Les conducteurs de train qui passent sur la voie ferrée qui se trouve près de l'usine, font siffler leur machine et saluent les grévistes, le poing levé. Plus

travailleurs pour qu'ils puissent s'en saisir et les combler, c'est ce qui permettra de garantir l'unité et un rapport de force qui fera céder la direction.

Berliet

DES QUESTIONS A DEBATTRE...

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs débrayent chez Berliet (Vénissieux) : Pourquoi ? Il faut dire que depuis des mois, ils voient leur exploitation s'accroître rapidement sous les formes les plus diverses. Après 13 jours de chômage partiel, en 75, la suppression des heures supplémentaires, ce fut le non-renouvellement de contrats pour les travailleurs immigrés, le renvoi des intérimaires, ce qui n'a pas empêché que la même production se fasse, d'où augmentation des cadences ! Depuis juillet 75, de nombreux travailleurs ont été déclassés comme au secteur autobus, par exemple, où le passage à la journée a entraîné des pertes de salaire. Enfin, la direction tentait de remettre en cause l'acquis obtenu en 70, à savoir la prime de fin d'année égale pour tous.

Tout cela a mis le feu aux poudres et, depuis plusieurs semaines les débrayages se succèdent (aux ateliers CD4, CD1, fonderie CD0, à l'usine de St Priest). Tout a commencé le 30 janvier, jour des négociations sur les salaires et les droits syndicaux, où 90% du personnel a débrayé, chose qui ne s'était pas vue depuis 2 ans ! Il fallait contrer la «mise au pas» que tente d'effectuer Berliet. Ce que veulent les travailleurs, c'est la garantie du salaire en cas de mutation ou déplacement, le maintien et l'augmentation uniforme de la prime de vacances ! C'est le refus de faire les frais des «économies» que voudrait en-

treprendre Berliet. La journée d'action du mardi 10, organisée dans les usines Berliet, marque un nouveau pas dans la lutte, la volonté «d'aller plus loin». 5000 travailleurs assisteront au meeting, 80% débrayeront deux heures, 3000 manifesteront. Vendredi, des négociations avaient lieu à nouveau et la direction ne voulait toujours rien céder. Alors, que faire ? Comment faire reculer la direction ?

LAISSER VEGETER LA LUTTE...

Plusieurs semaines de débrayages n'ont rien donné.

Aujourd'hui, justement, plusieurs questions arrivent à la surface. Pourquoi, après la journée d'action de mardi dernier, qui a prouvé la volonté de lutte des ouvriers, rien n'a été fait sur cette base pour amplifier le mouvement ? Beaucoup de travailleurs parlent de la «politique des syndicats» et une partie pense que les directions syndicales ne veulent pas d'un mouvement de grande ampleur pour faire aboutir les revendications. Cela entraîne une certaine démobilité, vu le manque de perspectives mais aussi une grande révolte.

... OU L'ASSEOIR SUR DES BASES SOLIDES

Au CD1 toujours, la plupart des travailleurs veulent partir pour un mouvement d'ampleur efficace : un mouvement qui désorganise la production, atelier par atelier. La question qui est débattue est celle d'un mouvement qui touche toutes les usines Berliet et toutes les catégories (ouvriers, ETDA). Mais pour cela, il faut faire un travail en ce sens et justement, les directions syndicales ne semblent pas pressées de l'engager,

préférant laisser le mouvement sans issue. «Les directions syndicales savent qu'on n'est pas d'accord avec leur politique et, ils sont capables de nous laisser aller à la grève en sachant qu'ailleurs cela ne suivra pas pour nous faire la morale après en disant «on vous l'avait bien dit»... «laissez faire les responsables».

Comme on le voit, toute l'attitude des directions syndicales consiste à «laisser aller» le mouvement, à soutenir le mouvement en apparence, mais sans formuler aucune perspective qui permette de le renforcer sur des bases solides. La question de l'explication de la lutte sur les autres usines du trust Renault est un point important qu'il va falloir mettre en œuvre. Les revendications communes ne manquent pas) parallèlement aux formes de lutte sur l'usine elle-même, qui permettront une mobilisation effective et solide dans tous les ateliers. Voilà les premières questions à débattre.

Corr. Berliet

PAYSANS EN LUTTE

MANIFESTATIONS PAYSANNES

Plusieurs rassemblements se sont tenus hier, à Reims, Laval, Niort, Clermont Ferrand, Tours, Montbéliard, Villefranche, Valence, Grenoble... Dans certaines régions, la mobilisation n'a pas été très forte, de nombreux paysans hésitant à faire plusieurs centaines de kms pour se rendre aux rassemblements. Pourtant, à Reims, 25 à 30.000 manifestants s'étaient réunis. A Auch, des paysans avaient amené des vaches, les ont traitées sur place, et ont arrosé de lait les CRS. A Ajaccio, les paysans de la Corse du Sud, ont manifesté sur des tracteurs. Dans le centre de la ville, ils ont lâché dans les jardins de la Pré-

fecture des porcelets, et ont attaché un âne à la grille d'entrée. Dans les Landes, environ 700 paysans ont barré les routes en 9 endroits, avec plusieurs centaines de tracteurs. Barrages également dans les Pyrénées Atlantiques.

Un millier d'agriculteurs des départements du Massif Central se sont rassemblés à la Chambre de Commerce de Clermont Ferrand où Debattisse, président de la FNSEA, a une fois de plus demandé au gouvernement français de rejeter les propositions de Bruxelles...

Manifestations aussi à Carnac, dont le maire est

Christian Bonnet. Mais c'est à Epinal et à Dijon qu'ont eu lieu les heurts les plus violents. Deux à trois mille agriculteurs se sont installés sur les voies de la Gare de Dijon, paralysant le trafic ferroviaire. A Epinal, un millier de paysans avaient décidé de camper devant la préfecture, gardée par un cordon de gardiens de la paix.

Après l'arrivée de renforts de police, les manifestants les ont bombardés avec des pots de yaourts et des sachets de lait en poudre. Les flics mirent alors en action une lance à incendie, ce qui déclencha un affrontement général, au cours duquel plusieurs manifes-

tants ont été blessés, dont le président de la FDSEA. Les manifestants seront dispersés vers 15 h., à coups de grenades lacrymogènes, après qu'ils eurent arrosé de purin les gendarmes et certains bureaux de la préfecture.

Dans le Languedoc Roussillon, les viticulteurs avaient choisi de manifester différemment, à l'invitation du Comité d'Action Viticole, pour protester contre le soutien insuffisant qui leur a été apporté par la FDSEA et le CNJA. Dans le Var, cinq cents serristes et viticulteurs ont effectué une vente sauvage devant la préfecture de Toulon. Ils proposaient du vin à 1F25 le litre !

«Atteinte au moral de l'armée»

NOUVELLES ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS

Hier matin, à Lyon de nouvelles perquisitions et arrestations ont été effectuées sous le prétexte de l'enquête pour «atteinte au moral de l'armée». Les locaux de Rouge et ceux de l'Imprimerie Presse Nouvelle ont été perquisitionnés. Un militant du SNES, 2 militants de la LCR et 3 militants de l'OC.GOP ont été arrêtés, dont Fanjat, syndicaliste CFDT au centre de tri PTT de Lyon Gare qui a joué un rôle actif dans la grève du tri de la semaine dernière.

Alors que le juge Gallut a dû relâcher un à un tous les inculpés (sauf 2) devant la Cour de Sécurité de l'Etat, alors que la preuve a été faite que les dossiers sont vides, une nouvelle vague d'arrestations va-t-elle s'ouvrir ? C'est ce que «France Soir» promettait lundi, juste à la veille de ces dernières arrestations.

Au-delà même de la question de l'armée, il s'agit bien d'une provocation d'une nouvelle atteinte aux libertés démocratiques, d'une attaque directe de la bourgeoisie contre les travailleurs comme en atteste l'arrestation de ce militant postier.

ILS N'ONT PAS PARTICIPÉ

Déclaration du mouvement des viticulteurs occitans

Il n'est pas question pour nous, de s'associer à ces actions. Le MIVOC a déjà pris publiquement position par rapport à ce genre d'actions décidées par la FNSEA et le CNJA. Il a dénoncé la politique de collaboration de ces organisations. Par ces actions d'aujourd'hui, Debattisse voudrait faire soutenir le ministre français de l'agriculture au cours des négociations de Bruxelles, par la masse des petits paysans, mettre ainsi les paysans pauvres à la remorque des gros agriculteurs.

Régional d'Action Viticole). Au cours de ces rassemblements, nous ferons :

- le point de la situation après les puissantes manifestations du 5 février,
- le point sur la «guerre économique» (non-paiement des impôts, des annuités du Crédit Agricole...),
- enfin, nous terminerons ces rassemblements, en envoyant deux télégrammes rédigés comme suit, l'un à Lardinois (président de la communauté agricole européenne), l'autre à Giscard d'Estaing : «Agriculteurs et viticulteurs du canton de... considèrent que politique européenne sur pays tiers-méditerranéenne - futur accès de l'Espagne à la communauté - Inexistence réglementation

équitable et applicable à tous - Non garanties de prix à niveau rémunérateur signifient leur disparition et compromettent totalement avenir région - En conséquence, vous désignez à opinion publique comme complices et responsables des graves conséquences engendrées par

mise en place de cette politique - Stop».

Le MIVOC considère, après le 5 février que rien n'est réglé, tout est «aussi chaud». Les jours qui viennent montreront sans doute un durcissement de l'action par les viticulteurs.

Les paysans travailleurs contre cette «comédie».

«Le parlement européen vient de se prononcer pour un relèvement des prix de 9,5%. On peut s'attendre à ce que ce soit une hausse de cet ordre qui soit retenue par le conseil des ministres euro-

péens le 18 février. La manifestation d'aujourd'hui ne peut donc avoir pour effet que d'enfoncer une porte ouverte». Les paysans travailleurs n'appelaient donc pas aux manifestations d'hier.

ENFANTS

Les marionnettes

QUE PENSER DES ÉMISSIONS DE TV POUR ENFANTS ?

Sur TF 1, tous les soirs après «Casimir», à 19 H 10, on montre des marionnettes qui passionnent les enfants

Cela s'appelle «Bonjour Sésame» ; disons que ce sont des marionnettes sympathiques, qui n'ont rien à voir avec ce qu'on nous présente la plupart du temps, comme «Reine feuille», ou la «Maison de Toutou». Elles sont toutes simples, sans air de poupées made in Hollywood, très expressives, et techniquement très bonnes. Ce qu'elles disent, bien sûr, c'est irrégulier, mais en général, c'est très positif. Avec elles, on apprend à compter, on apprend des lettres, on apprend à connaître son corps, et cela, à partir d'histoires très concrètes, de la vie de tous les jours. On compte en mangeant des gateaux, on se lave, on porte son linge sale à la laverie, on décore la salle de réunion...etc...

UN VIEUX CONTE RUSSE

Un jour, les marionnettes ont raconté un vieux conte russe. C'est l'histoire d'un petit garçon qui a perdu sa maman. Des bûcherons de la forêt s'arrêtent pour casser la croûte, et l'entendent pleurer : «Comment est ta maman ? Comment la reconnaître ?» Et le petit garçon répond : «Ma maman, c'est la plus belle femme du monde entier». Alors, les bûcherons rassemblent les plus belles femmes du village, et le petit garçon dit non à chacune de celles qu'on lui présente : «Ma maman, c'est la plus belle femme du monde entier».

Alors, les bûcherons vont dans les villages voisins, rassemblent les plus belles femmes, et le petit garçon s'obstine. Les bûcherons com-

mencent à désespérer ; mais tout-à-coup, arrive une femme très pauvrement vêtue, le visage ridé par une vie très dure, les mains durcies par le travail, les yeux rougis de larmes, et le petit garçon se jette dans ses bras : «Maman !» Alors, les bûcherons s'esclaffent : «C'est ça, la plus belle femme du monde entier ?»

LA MORALE DE L'HISTOIRE

La morale de l'histoire, c'est que ce qui est beau pour les uns, n'est pas beau pour les autres ; ce qui veut dire que le critère de jugement du petit garçon est tout-à-fait différent du critère de jugement des bûcherons par rapport aux femmes. Ce qui va beaucoup plus loin. Le monde dans lequel on vit, nous pousse à admirer des

femmes minces, bien habillées, maquillées... Mais ce qui fait la valeur d'une femme, (et d'un homme), est-ce son aspect physique ? N'est-ce pas plutôt le courage dont elle fait preuve, son travail, son dévouement au peuple ?

Ces marionnettes m'ont permis de discuter avec les enfants, qui sont tout aussi victimes, déjà à la maternelle, de ces critères. D'autant plus que, dans une ZUP, on voit très peu de vieillards, on voit vraiment peu de gens handicapés... et quand les enfants en rencontrent, ils sont étonnés ou effrayés. Cette histoire a été l'occasion de former leur jugement : quel qu'un est-il beau simplement parce qu'il a de beaux habits ? Non, c'est de ce que pensent les gens et sur ce qu'ils font qu'il faut juger. Il n'y a pas de beauté en soi.

Une mère de famille de Lyon

En bref

une morale à deux vitesses

Haby annonçait dernièrement qu'il envisageait de rétablir les cours de morale, sans préciser d'ailleurs sa conception de la morale. Nous voici fixés, il vient en effet d'exposer des «propositions pour une modernisation du système éducatif français». Derrière cette formule anodine se cache un projet pernicieux : les cours préparatoires «à deux vitesses». Selon le ministère 35% des enfants des classes préparatoires redoublent, il faudrait donc séparer ceux qui apprennent plus vite de ceux qui ont des difficultés. Les «doués» pourraient faire en une année les deux premières années d'école primaire. Sous prétexte d'adapter l'école aux possibilités des enfants, ce que manigance Haby, c'est une ségrégation sociale dès la première année d'école. Car ce sont les enfants des travailleurs qui ont le plus de difficultés à acquérir le langage imposé à l'école. Les enfants de la bourgeoisie auront les meilleures conditions pour apprendre, tandis que les enfants de la classe ouvrière, futurs prolétaires, seront relégués dans des classes poubelles. Comme son école, la morale d'Haby est à deux vitesses.

Jacques Papinski arrête sa grève de la faim

Jacques Papinski a décidé de mettre fin à la grève de la faim qu'il poursuivait depuis 92 jours et de commencer à se réalimenter. Hospitalisé, sous perfusion, Jacques Papinski risquait en continuant sa grève de très graves atteintes irréversibles aux organes vitaux, sa vie même était en danger. Mais s'il a pris cette sage décision, il maintient ses légitimes exigences : sa réintégration dans l'enseignement. Il se dit prêt, en cas de refus des autorités de le réintégrer, à reprendre la lutte sous d'autres formes.

Négriers modernes

Deux «passeurs» d'un genre particulier ont été arrêtés avant-hier : ils transportaient 4 Sénégalais venus travailler en France clandestinement. Le prix à payer pour passer la frontière était de 2 000 F par passager. Les négriers ont été arrêtés près d'Étampes (Essonne) au moment où ils débarquaient leurs passagers. Pour une fois les trafiquants d'hommes ont été arrêtés, mais combien se livrent à ce commerce en toute impunité, avec la bénédiction de certains patrons qui apprécient d'avoir à leur disposition des ouvriers sans papiers, que leur situation de clandestins, oblige à accepter les pires conditions de travail et de salaire.

Dernière minute

Certaines agences de presse annoncent que le jeune Bertrand, enlevé depuis plusieurs jours à Troyes, aurait été retrouvé, mort. Selon les mêmes sources, il aurait été découvert par la police au domicile du témoin numé-

ro un, lors d'une perquisition.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Suggestions

Tous les militants du P(C)F honnêtes qui ne peuvent s'exprimer dans l'Humanité doivent écrire au Quotidien du Peuple.

Il faudrait aussi que le journal fasse passer un article incitant les lecteurs qui veulent comprendre à acheter «l'Etat et la Révolution» et «le Renégat Kautsky et la Révolution Proletarienne» de Lénine. Il faut que le peuple comprenne comment un Marchais en vient à baisser complètement le masque.

un ouvrier JMD Paris

COMMUNIQUÉS

Devant la triple agression marocaine, mauritanienne et espagnole, et le génocide dont est victime le peuple Sahraoui (bombardements au napalm des camps de réfugiés, utilisation des populations civiles comme boucliers humains, empoisonnements des puits...),

Devant la colonisation de peuplement des villes de la côte entreprise par le Maroc,

Des français ont décidé de créer l'Association des Amis du Peuple Sahraoui. Cette association se propose :

- de faire connaître la situation dramatique à laquelle est condamné ce peuple,
- de soutenir sa lutte pour son existence et son autodétermination conformément aux décisions de l'O.N.U.

Pour toute correspondance et tout soutien, s'adresser à :
Association des Amis du Peuple Sahraoui
B.P. 118 - 75262-PARIS Cedex 06

APPEL DE LA COORDINATION DE 10 ÉTABLISSEMENTS DE LA RÉGION LYONNAISE À LA TENUE D'UNE RÉUNION NATIONALE DES ÉLÈVES RÉVOLUTIONNAIRES

Nous, élèves révolutionnaires dénonçons l'accroissement ouvert ou déguisé de la répression dans les lycées et CET :

- renforcement du contrôle systématique des absences,
- envoi de mots aux parents, même pour les élèves majeurs,
- multiplication des brimades des avertissements et des renvois temporaires ou définitifs sur décision arbitraire des chefs d'établissements,
- prises de paroles interdites, affichage interdit ou surveillé,
- suppression des possibilités de débats, d'exposés,
- retour du refrain : «vous êtes là pour travailler donc fermez-là»,

qui vise, «dans l'ombre» (réunions de chefs d'établissements, décrets introuvables, pas de publicité) à préparer le terrain à la réforme de sélection de M. Haby en voulant étouffer nos luttes.

La situation est grave... C'est pourquoi, en vue de la riposte nécessaire à apporter et sur la base des victoires déjà remportées (Est, Lyon) sur la plateforme suivante :

- 1/ Abrogation de la réforme Haby,
- 2/ conquête totale et définitive des droits d'expression, de réunion, d'association dans les écoles,
- 3/ Solidarité avec la classe ouvrière et les masses populaires frappées par la répression,
- 4/ Unité avec les autres couches de la jeunesse touchées par le chômage, les bas salaires, la répression,
- 5/ Pas de manipulation des mouvements lycées et collégiens par des organisations liées de près ou de loin à L'Union de la gauche.

Nous appelons, pour que sur ces bases se construise un mouvement lycéen révolutionnaire solide et efficace à une réunion de coordination nationale le 7 mars à Lyon.

TOUS LE 7 MARS À LYON

pour tout contact écrivez à :

Coordination des élèves Librairie Populaire BP 84 Lyon préfecture

A PROPOS DU CONCORDE

Chers Camarades,
Dans vos articles au sujet de l'avion Concorde, il me semble que vous n'adoptiez pas suffisamment le point de vue du peuple...

Vous parlez de rentabilité de l'avion. Pensez-vous que les utilisateurs - des bourgeois essentiellement - vont payer les 34 milliards de francs qu'ont coûté le développement et la fabrication des appareils ?

Vous écrivez dans le Quotidien du Peuple du 6 février «Les PDG en voyage acceptent-ils de payer leur place 20% plus cher pour gagner trois heures ?». Les P.D.G. paieront-ils de leur propre poche les billets d'avion, comme les ouvriers leur pain ? La rentabilité dont parle la bourgeoisie, c'est une question d'écriture comptable : en réalité ces «super-gadgets» sont financés par les ouvriers et les paysans, par les peuples du Tiers-Monde dont les richesses sont pillées par les impérialistes.

Un avion comme le Concorde représente certainement un acquis technique, mais croyez-vous que la bourgeoisie - car c'est elle qui a le pouvoir ici - va s'en servir pour le bien-être des masses ? Ne pensez-vous pas que les retombées techniques seront principalement utilisées pour accroître les profits, ou améliorer l'efficacité des armements. Il me paraît difficile de dissocier la

technique du contexte de classe.

Les superpuissances entendent conserver leur avance technique dans quelque domaine que ce soit. Il faut s'attendre à ce que les «européens» dans une première étape fassent les frais des prototypes (voir l'exemple du Comet, premier avion à réaction civil) et que dans une seconde étape, l'impérialisme U.S. réduise l'industrie aéronautique à l'état de sous-traitant, lui ôtant ainsi toute initiative technique. Mais, est-ce que la survie de l'industrie aéronautique française est essentielle à la sauvegarde de l'indépendance nationale ?

Certes la fabrication du

Concorde n'est pas indifférent pour les travailleurs de l'aéronautique. Comme vous l'écrivez dans le Quotidien du Peuple du 5 février, ils s'opposent - et avec juste raison - par leurs luttes à toute menace de licenciement. Est-ce que cela signifie qu'ils doivent exiger le maintien d'activités (la fabrication du Concorde) que je pense par ailleurs totalement étrangères à la vie des travailleurs.

J'espère que cette lettre contribuera au débat au sujet de cet avion et surtout à un débat sur la science et la technique, dans la société actuelle.

Amicalement,

Un lecteur travaillant à l'Université Paris-sud.



La réponse de Paul Lefort à une précédente lettre au sujet de Concorde - ils'agissait de la question «progrès technique pour qui ?» - n'a pas épuisé le sujet. La lettre de ce lecteur en témoigne.

Tu nous dis qu'il faut s'attendre à ce que les Etats-Unis utilisent l'avancée technique due à Concorde pour faire de l'industrie aéronautique européenne une simple sous-traitante du projet plus ambitieux (SST ou Super Concorde). Nous avons souligné à plusieurs reprises cette éventualité, en rappelant précisément l'antécédent du Comet et de la Caravelle, dont les Etats-Unis ont su tirer la leçon pour dominer la quasi totalité du marché des avions à réaction civils. C'est cependant une éventualité, non une certitude : l'utilisation par Boeing des acquis de la Caravelle n'a pas abouti à la mise sous tutelle de l'industrie aéronautique française ! La question est d'ordre politique : A cette époque, celle de De Gaulle, la bourgeoisie manifestait une certaine volonté d'indépendance nationale, voire même de fronde vis-à-vis de l'impérialisme US. Aujourd'hui, les choses ont changé : L'impérialisme français doit reconnaître sa position d'impérialisme secondaire, son incapacité à tenir tête aux pressions des superpuissances. Sans évidemment organiser des actions pour ou contre Concorde, il est de notre devoir de dénoncer tous les faits qui sont l'indice d'une soumission de la bourgeoisie française à l'une ou

l'autre des super puissances. Le combat pour l'indépendance nationale ne peut rester une question «de principe», il doit s'appuyer sur tous les faits qui s'y rattachent.

Sur la question du progrès technique, deux attitudes doivent à notre avis être combattues : celle qui consiste à le considérer à l'écart des intérêts de classe, comme une chose «en soi», et celle qui consiste à n'en retenir que l'aspect «à qui profite le progrès technique». Il me semble que c'est dans ce travers que tu tombes. Le fait que le processus de production progresse est une loi du développement des sociétés humaines. La classe au pouvoir dans une société donnée ne peut s'opposer à ce processus. Elle peut le freiner, ce qui est le cas lorsque les rapports de production bloquent le développement des forces productives. Lorsque la bourgeoisie est au pouvoir, elle se sert de ce progrès technique dans son propre intérêt, non dans l'intérêt des masses. L'exemple de l'utilisation actuelle des techniques pour construire un avion du type Concorde en est une illustration.

Il est vraisemblable qu'un pays socialiste n'aurait pas inscrit prioritairement l'objectif de fabrication d'un avion de transport supersonique : le gain de temps gagné dans le transport, ne constitue pas une des réalisations décisives qui transformerait les conditions de vie des masses. Mais ceci dit peut-on sous-

estimer l'acquis technologique que constitue la recherche et le succès de la construction de Concorde ? Nous ne le croyons pas ; on ne peut nier la réalité de cet acquis et les applications qu'il peut avoir dans une France socialiste.

E. BREHAT

«suite à notre appel du lundi 9/2 pour le 12 pages dans les plus brefs délais, nous publions dès demain la liste de vos souscriptions»

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

Devenez correspondant du Quotidien du Peuple en téléphonant :
AU (208-65-61 - PARIS
DE 8 H 30 A 13 H

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne 10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession.....
Adresse.....
Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

BLOC-NOTES

LES TUTELLES

Nous publions aujourd'hui la suite de notre bloc note sur les tutelles réalisé par le Comité de Lutte contre le Chômage de Besançon.

Si une telle différence existe entre ce que dit la bourgeoisie et la réalité vécue par les familles, on peut donc se demander pourquoi ?

Il ne faut pas chercher midi à 14 h pour trouver :

Les allocations familiales d'une famille sont insaisissables, mais alors ??? si une famille «fait des dettes» comme ils disent, comment les créanciers vont-ils se payer ? Eh bien voilà, la solution miracle a été trouvée : mettre les familles sous tutelle, ce qui fait que maintenant, chaque créancier n'a plus qu'à se présenter à la porte de l'UDAF et à puiser dans la caisse. L'accueil le plus chaleureux leur est réservé.

L'humiliation, la vexation subies par ces familles, voilà la promotion que

peut offrir la bourgeoisie aux familles populaires. Mais c'est sûr, il y a pour les bourgeois une grosse PROMOTION, car maintenant les familles baissent la tête, se cachent chez elles pour éviter les ragots. C'est cette promotion que la bourgeoisie veut développer : diviser les familles, les rendre moutons, humilier les gens pour empêcher la révolte.

POURQUOI ?

Parce que la bourgeoisie est faible, elle a peur, alors il faut qu'elle arrive à contenir une révolte individuelle de peur qu'elle ne fasse boule de neige et finisse par donner lieu à un puissant mouvement de remise en cause de la société :

- Pourquoi des salaires de misère,
- Pourquoi le chômage,
- Pourquoi les saisies, les expulsions,
- Pourquoi les logements insalubres,
- Pourquoi l'humiliation ?

«Quant tu es dans la misère, comment on t'enfoncé un peu plus»

Et c'est bien là le rôle d'un tel organisme, *directement lié au pouvoir bourgeois*, afin de détruire le début de révolte d'une catégorie de la population particulièrement touchée par l'exploitation des capitalistes, exploitation que l'on connaît bien à l'usine, mais que l'on connaît peu encore ou mal dans les logements.

Que dire de cette municipalité qui depuis plus de 20 ans se vante d'être socialiste et construit des HLM taudis tels que ceux que nous connaissons Rue Honoré de Balzac et dans bien d'autres rues encore ?

Que dire de cette municipalité qui se moque éperdument de la vie dans les cités qu'elle construit : où sont les centres de loisirs pour les enfants ? A Mont-raphon, c'est une place, la Place Noire, qui est aussi et surtout un immense parking ; c'est un bac à sable pour chiens ?

Donc, plus on divise les familles entre elles, plus la

bourgeoisie en profitera. La division dans ces HLM est si facile à entretenir : le bruit, les gosses, les cafards...

Que de nombreux relais pour les patrons... : l'UDAF, les assistances sociales, les déléguées aux Tutelles.

«Mais quand même, certaines familles sont aidées». Bien sûr, mais voilà de quelle façon :

3 personnes du Comité de Lutte Contre le Chômage se présentent dans le bureau de Mme Reichard (déléguée à la Tutelle). Sur ces 3 personnes, un jeune amène les papiers de ses parents.

Mme Reichard : (regardant la feuille du crédit CETELEM, remerciant cette famille d'avoir bien fini de payer une dette).

— C'est une lettre de remerciements pour ton père ; ils le remercient... C'est moi qu'il faudrait remercier. Mon vieux (s'adressant au jeune) si vous aviez payé on pourrait attendre longtemps. Quand est-ce que tu auras 18 ans ?

Le jeune : — L'année prochaine.

Mme Reichard : — Alors, tu vas attendre encore combien de temps pour bosser ? Tu cherches du boulot ? Non, tu pries le Bon Dieu pour ne pas en avoir.

Un membre du CLCC : — Je suis allé avec lui dans une agence, ils ne prennent pas les jeunes de moins de 18 ans.

Mme Reichard : — Alors tu passes ton temps à fumer ; c'est pas la loi de fumer, la loi c'est de bosser. Alors, ça va maintenant ? Cherche voir du travail, ça ira beaucoup mieux après. Montre-moi ta main, viens voir ton poil s'il pousse toujours ?

et pour terminer : — Méfie-toi de ta sœur, elle est chargée de tout me dire ce que tu fais, c'est un ordre que je lui ai donné.

Et voilà comment on installe la pagaille et le désordre dans une famille !

Qu'est-ce que c'est que ces «bâtons de gendarme» ?

(à suivre)

MERCREDI 18 FÉVRIER

TF 1	18 h 15 - A la bonne heure.
	18 h 55 - Pour les jeunes
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 40 - Une minute pour les femmes
	19 h 45 - Alors, raconte
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - «MA MIE ROSE», dramatique
	22 h 15 - «Interrogation» émission philosophique
	23 h 15 - JOURNAL
A 2	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 45 - Y'a un truc - jeu
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - Série «Police story»
	21 h 30 - Magazine d'actualités «C'EST-A-DIRE»
	23 h 00 - JOURNAL
FR 3	19 h 00 - Pour les jeunes
	19 h 20 - Actualités Régionales
	19 h 40 - Tribune libre «Le mouvement missionnaire intérieur laïque»
	19 h 55 - JOURNAL
	20 h 00 - Émissions régionales
	20 h 30 - «LE CARNAVAL DES DIEUX» de R. Brooks (1956)
	23 h 00 - JOURNAL

Feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

Résumé : A la suite de la Cinquième Campagne d'anéantissement lancée par Tsiang Kai-chek contre le soviet du Kiangsi, l'Armée Rouge décide de gagner le Nord-ouest de la Chine. C'est le début de la Longue Marche. Le 16 octobre 1934, l'Armée Rouge force l'encerclement ennemi.

22° ÉPISODE MIGRATION D'UNE NATION

LA MARCHÉ DE 25 000 LI

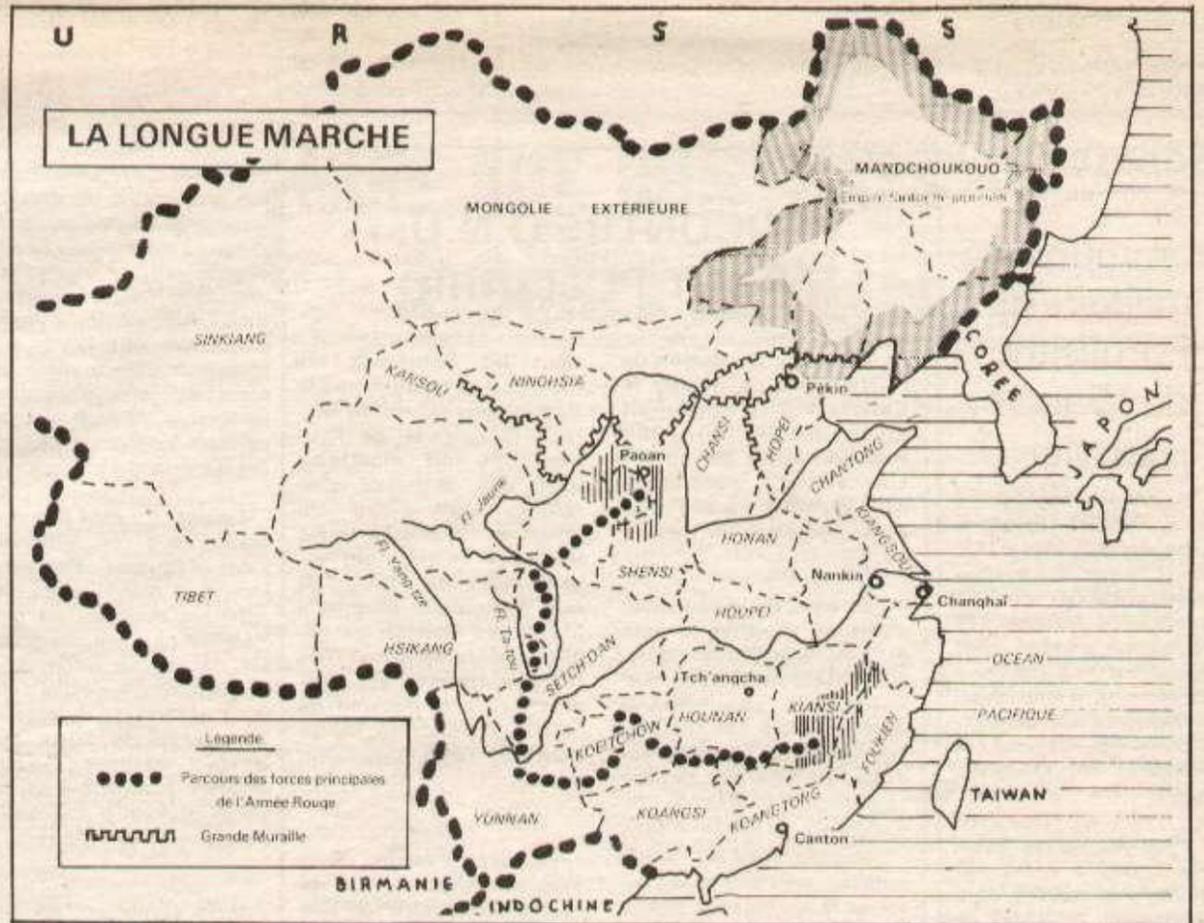
Ayant enfoncé la barrière des fortifications, l'Armée rouge entama sa mémorable migration d'une année vers l'ouest, puis vers le nord, expédition diversicolore et aux mille épisodes que je ne puis décrire ici qu'à très grands traits. Cette odyssée inégalée dans les temps modernes incarne l'aventure, l'exploration, la découverte, le courage et la lâcheté humaines, le ravissement et le triomphe, la souffrance, le sacrifice et la fidélité, et à travers tout cela et bien d'autres choses, elle incarne, comme une flamme, cette ardeur vivace, cette espérance impérissable, cet optimisme révolutionnaire stupéfiant de milliers de jeunes gens qui refusèrent de s'avouer vaincus, que ce soit par l'homme, par la nature, par Dieu ou par la mort.

Les Rouges eux-mêmes en parlent généralement comme de la «Marche de 25 000 li (1)». (...)

NOUVELLE TACTIQUE

Les pertes sérieuses subies en raison de ces erreurs incitèrent les Rouges à adopter au Koeitchow une nouvelle tactique. Au lieu d'une avance en flèche, ils commencèrent une série de manœuvres déroutantes de sorte qu'il devint de plus en plus difficile pour les avions de Nankin d'identifier l'objectif au jour le jour du gros des forces. Deux colonnes, et parfois jusqu'à quatre colonnes, étaient engagées dans des manœuvres déconcertantes sur les flancs de la colonne centrale, et l'avant-garde se déployait dans un mouvement d'étau. On ne conserva que l'essentiel de l'équipement le plus sommaire et le plus léger, et les marches de nuit devinrent la règle pour une intendance grandement réduite - cible quotidienne des bombardements par avion.

Pour couper l'avance de l'Armée rouge, Tsiang Kai-chek et son allié Wang Kia-lie mobilisent 100 000 hommes au Koeitchow.



LE PIÈGE

L'Armée Rouge franchit 4 lignes de défense adverses. Mais elle commet quelques erreurs tactiques.

Ces manœuvres au Koeitchow occupèrent les Rouges pendant quatre mois au cours desquels ils détruisirent cinq divisions ennemies, s'emparèrent du quartier général du gouverneur Wang, occupèrent son palais de style occidental à Tsoen-yi, recrutèrent environ 20 000 hommes et visitèrent la plupart des villes et villages de la province, où ils convoquèrent de grands meetings et organisèrent des cadres communistes dans la jeunesse. Leurs pertes y furent négligeables, mais ils étaient confrontés au problème de la traversée du Yangtze (2). Par ses prompts concentrations sur la

frontière Koeitchow-Ssetch'ouan, Tsiang Kai-chek avait adroitement bloqué les routes directes qui menaient au fleuve. Il plaçait maintenant son plus grand espoir d'exterminer les Rouges dans l'empêchement de franchir le fleuve à un point quelconque, espérant les pousser loin au sud-ouest ou dans les steppes du Tibet. A ses commandants en chef et aux chefs de guerre provinciaux, il télégraphia : «Le sort de la nation et du Parti (3) dépend de la prise au piège des Rouges au sud du Yang-tze».

(à suivre)

1. Environ 15 000 kms.
2. Fleuve Bleu
3. Le Kouomintang.

INTERNATIONAL

**CHINE le débat en cours,
c'est la lutte
de classes**

Selon l'Agence France Presse, le journal chinois «le Quotidien du Peuple» aurait écrit hier dans son éditorial : «la lutte actuelle est une gigantesque épreuve de force entre le prolétariat et la bourgeoisie». L'agence affirme que le Comité Central du Parti Communiste Chinois serait «scindé» par cette lutte. A l'heure où nous écrivons, aucune traduction officielle de ce texte n'a été diffusée en France par l'agence Chine Nouvelle : ces nouvelles ne sont donc pas absolument sûres. Cependant, on peut se demander : y a-t-il des contradictions en Chine ? Y en a-t-il à l'intérieur du Parti Communiste Chinois ? Y en a-t-il au sein de sa direction ? Quelles sont leur nature et leur degré ?

Pour la grande majorité des organes d'information, en France, le débat en Chine à l'heure actuelle ressort de contradictions entre dirigeants, pour savoir qui aura le pouvoir après la mort du camarade Chou en Lai. Ce point de vue néglige complètement le fait que la Chine est aujourd'hui un pays socialiste, que les contradictions et la lutte qui se manifestent, y compris jusque dans sa direction, sont des contradictions qui concernent l'ensemble du peuple, que le peuple y a son mot à dire, et qu'elles portent avant tout, non pas sur des questions de personnes, mais sur la voie à suivre : socialiste ou capitaliste.

LE RÔLE DES MASSES POPULAIRES

Déjà, dans le passé, de grandes luttes se sont déroulées en Chine. De hauts responsables, parfois, ont été renversés. En particulier, Liou Chao Chi et Lin Piao. Mais jamais, il ne s'est agi d'une lutte de cliques. Liou Chao Chi a été renversé au terme de la révolution culturelle : des mois durant, les ouvriers, les paysans, les jeunes, se sont mobilisés pour attaquer d'abord ses idées, la voie qu'il voulait faire emprunter à la Chine. Lin Piao, ayant fomenté un complot et tenté de s'enfuir vers l'URSS, son avion s'est abattu avant que le peuple l'ait renversé. Mais par la suite, pendant deux ans, les masses se sont mobilisées pour critiquer le point de vue qui l'avait mené à adopter cette attitude.

LA «THÉORIE DES FORCES PRODUCTIVES»

Aujourd'hui, deux articles de «Drapeau rouge», revue théorique mensuelle du PCC, insistent sur la question de la nécessité de poursuivre la lutte des classes en régime socialiste et critiquent la «théorie des forces productives». Cette théorie, précisément avait déjà été repandue par Liou Chao Chi et par Lin Piao, par tous ceux qui ont tenté de se mettre en travers de la marche en avant du peuple chinois. De quoi s'agit-il ?

Une fois que la classe ouvrière et le peuple ont pris en mains l'appareil de production, une question se pose : la tâche principale devient-elle de développer la production, ou bien reste-t-elle de maintenir, de renforcer, le pouvoir des masses laborieuses ?

Pour certains, la contradiction principale est entre l'état avancé des rapports de production (socialistes) en Chine et l'état arriéré des forces productives (faible développement du pays).

DES SEQUELLES DU PASSÉ

Par là, ils nient que la question décisive reste de savoir qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, du peuple ou des exploiters, conservera ou reprendra le pouvoir. En effet, la classe ouvrière entreprend la transformation historique la plus profonde de l'histoire de l'humanité : remplacer la longue suite de sociétés de classes par une société sans exploitation de l'homme par l'homme. C'est une transformation qui ne peut se faire ni en une minute, ni même en plusieurs années. Par exemple, tout en instaurant la propriété sociale des moyens de production, on ne peut pas supprimer du jour au lendemain le salaire, avec les différences de salaires, la différence entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre la ville et la campagne, etc... : les anciens rapports de production, renversés, laissent encore pendant longtemps des traces importantes.

Cela est d'autant plus dangereux que les anciennes idées, d'égoïsme, d'arrivisme individuel, d'accumulation de richesses pour soi, ne peuvent non plus pas être détruites du jour au lendemain : sur la base des vestiges des anciens rapports de production, le danger existe ainsi pendant longtemps qu'une nouvelle bourgeoisie se forme et exploite à nouveau le peuple.

Voici maintenant dix ans, en 1966, pour la première fois dans l'histoire, le Parti Communiste Chinois mobilisait les masses en vue de résoudre ce problème. C'était la révolution culturelle. A tous les moments de son histoire, il n'a cessé depuis de souligner que cette question se poserait en permanence pendant de longues années. Il l'a toujours résolue dans le sens de nouveaux progrès du socialisme : c'est un important facteur de confiance dans la capacité du peuple chinois à remporter de nouvelles victoires.

Jean LERMET



«Venir des communes et retourner aux communes» : Wang Kovei Pin, paysan de 52 ans qui vient d'étudier à «l'université paysanne» du Liaoning, au travail dans son équipe de production.

Sahara Occidental

communiqué militaire du F. Polisario du 15 au 31 janvier

Selon un communiqué du F. Polisario, faisant le bilan des combats du 15 au 31 janvier, les troupes marocaines ont eu 286 morts, 194 blessés. Les pertes en matériel sont également très élevées : 33 camions, 6 land-rover, 8 chars ont été détruits, 3 Fouga Magister et 3 hélicoptères ont été abattus.

Pour les forces mauritaniennes, il y eut 189 morts, 181 blessés et 9 prisonniers, ainsi que de nombreux véhicules détruits.

Les zones de combat sont extrêmement vastes. Pour le Nord, les principaux lieux de bataille sont les postes de Jdeiria et Haoua, les environs de El Aïoun, et Bir En-zaran. De nombreuses attaques ont été menées en territoire marocain, à M'sied, Zag. Au sud, les principaux points de combats ont été Bir Moghreïn, Aoucert, Arkoub.

RENCONTRE O.N.U. - FRONT POLISARIO

Alors que la mission de l'ONU vient de quitter le Sahara, on apprenait qu'un militant du Front Polisario avait pu approcher l'envoyé spécial de Kurt Waldheim à El Aïoun et lui remettre un message.

Les troupes marocaines n'ont pu étouffer la voix du peuple sahraoui, dans la capitale même. La majorité de la population a dû fuir, elle a été remplacée par des familles venues du Maroc, cependant les Sahraouis qui restent n'acceptent pas la domination du roi du Maroc : à l'arrivée de Rydbeck, ils ont manifesté avec des drapeaux sahraouis, avant d'être violemment réprimés sous les yeux mêmes du représentant de l'ONU. Ils ont également permis à Mohamed Saddah de déjouer la surveillance des troupes royales et d'approcher de la mission de l'ONU. El Aïoun, ville martyre, reste ville sahraouie.

«Aucune unité de l'armée nationale populaire ne se trouve sur le territoire du Sahara Occidental» affirme le gouvernement algérien dans un communiqué officiel qui invite l'opinion mondiale à venir le constater sur place.

De son côté, le F. POLISARIO, a nié toute participation des troupes algériennes à la seconde bataille d'Amgalla, comme aux autres combats en cours. Habib Allah, membre du comité des relations extérieures du F. POLISARIO a indiqué que l'attaque contre Amgalla faisait partie d'un plan d'ensemble qui comprend également les attaques contre Jdeiria, Smara et Haoua.

Concernant les cinq jeunes Français disparus au sud Maroc. L'ambassadeur de Hassan en France a affirmé que le gouvernement marocain avait proposé d'échanger les 106 prisonniers algériens faits après la bataille d'Amgalla en janvier contre sept prisonniers français, les cinq disparus ainsi que Seguro et Dief. L'Algérie aurait refusé. Il est bien évident que l'Algérie ne peut disposer de prisonniers du Front, ensuite les cinq jeunes n'ont jamais été sur les listes des prisonniers du F. POLISARIO. Ces affirmations sont une nouvelle tentative pour faire endosser au Front la responsabilité du sort des cinq jeunes disparus.

**En bref
Liban : Otages à l'université de Beyrouth**

8 personnes ont été prises en otage à l'université américaine de Beyrouth, pour des raisons qui n'étaient pas encore déterminées hier soir. Il semble que deux personnes prises en otage soient mortes. Ce sont les patrouilles palestiniennes qui ont arrêté l'auteur de cette affaire. D'autres incidents étaient signalés à Beyrouth avant-hier. Selon la police, entre trente et cinquante personnes ont été enlevées. Une personne a été assassinée en pleine rue. Quelques coups de feu ont été entendus. Dans la soirée des véhicules blindés, des forces de l'ordre ont encerclé le quartier de Wadi Abu Jamil où un travailleur kurde avait été assassiné par des réactionnaires chrétiens.

La France reconnaît la République Populaire d'Angola

Le gouvernement français est le premier gouvernement occidental à reconnaître la République Populaire d'Angola, proclamée le 11 novembre dernier par le MPLA. Les reconnaissances se multiplient depuis que la défaite des forces du FNLA et de l'UNITA est manifeste.

Le gouvernement français est ainsi obligé de faire volte-face, lui qui soutenait l'autre

partie (FNLA et UNITA) par ses livraisons d'armes au Zaïre et à l'Afrique du Sud. Visiblement, sentant l'évolution rapide du rapport de forces en faveur du MPLA, l'impérialisme français tente de se placer en Angola, et d'offrir au MPLA une contrepartie à «l'aide» du social-impérialisme soviétique. La rivalité des impérialismes pour mettre la main sur les richesses angolaises n'est pas prête de s'éteindre.

Manifestations contre la venue de Kissinger

La visite de Kissinger dans plusieurs pays d'Amérique latine s'est ouverte par d'importantes manifestations. Pendant plus de trois heures, des centaines de personnes ont affronté les forces de l'ordre. Au total, plus de vingt mille policiers ont été mobilisés pour la sécurité du secrétaire d'Etat US.

Les syndicats avaient diffusé des tracts contre la

venue de Kissinger : «Sa venue est destinée à faire pression sur le gouvernement de Caracas pour qu'il cède aux pressions des États Unis». Le 1^{er} janvier, le Venezuela avait nationalisé son pétrole.

Le nouveau dialogue que les États Unis veulent ouvrir avec les pays latino-américains s'annonce plutôt difficile.

Du tourisme aux Antilles !

«Moins de deux mille cinq cents francs pour huit jours tout compris, moins de trois mille francs pour quinze jours» et ainsi de suite. Ce sont les nouveaux tarifs que paieront ceux qui s'offrent des vacances en Martinique et en Guadeloupe. Ils étaient deux cent mille l'an dernier, riches Américains et Français à avoir occupé les 9 000 chambres ouvertes dans les deux colonies françaises et dont le nombre augmente chaque année. Car, disait le ministre, «il y a toutes les attractions : il y a même des terrains de golf dans les deux départements». Il y a tout ce qu'il faut pour les touristes et les mesures prises, pour permettre le décollage économique, sont celles qui avaient été annoncées par Chirac, au cours de son voyage aux Antilles, au mois de décembre. Mais pendant ce temps, où les touristes affluent par dizaines de milliers, par milliers, les Antillais quittent la Guadeloupe et la Martinique pour venir en France gagner de quoi manger, pendant ce temps, où s'étale le luxe des vacanciers français et américains, les travailleurs de la canne se préparent à de nouvelles luttes pour que la récolte qui va commencer leur soit payée correctement.

«Le tourisme rapporte des devises à la France», voilà le fond de la politique de Chirac aux Antilles, s'enrichir de la misère des Antillais.